

Une loi pour résorber dignement les bidonvilles : le CNDH Romeurope interpelle la Première ministre !

Paris, le 19 mai 2022

En 2022, plus de 25 000 personnes vivent dans des squats et bidonvilles sur le territoire métropolitain. Comment encore s'en accommoder ? En dépit d'engagements forts pris au début du mandat présidentiel précédent, et de l'affichage d'une approche stratégique encourageante, le constat est sans appel : **les objectifs ne sont pas atteints**. Les quelques avancées constatées sur certains territoires sont presque invisibles au regard des échecs et du laisser-faire. La raison principale : un **manque de volonté politique**.

C'est pourquoi il faut désormais passer à la vitesse supérieure, au risque d'avaliser une impuissance coupable à traiter dignement et en profondeur le problème de la grande précarité et de l'habitat indigne dans la 7^e puissance économique mondiale : **il faut, dès 2023, une loi qui impose la résorption digne et durable des squats et bidonvilles**.

Alors qu'Emmanuel Macron a nommé le 16 mai dernier une nouvelle Première ministre, Elisabeth Borne, et que s'ouvre la campagne des élections législatives, **une mobilisation gouvernementale et parlementaire est plus que jamais nécessaire pour trouver des solutions durables à l'habitat en bidonville et squat**.

Pour la présidente du CNDH Romeurope, **Claire Sabah** : « *Les élections présidentielles et législatives de 2022 représentent un enjeu majeur pour les milliers de personnes en situation de grande précarité – habitant-es de bidonvilles et squats – que nos associations membres accompagnent au quotidien. Pour que la résorption de ces lieux de vie s'ancre dans des politiques publiques plus larges, nous avons besoin d'une loi contraignante et ambitieuse !* ».

Ce jeudi 19 mai 2022, le **CNDH Romeurope dévoile un [nouveau rapport](#)**. Le gouvernement et les parlementaires y trouveront :

- Des propositions pour que la France se dote d'une politique de résorption contraignante et digne vis-à-vis des habitant-es de lieux de vie informels
- Des constats sur la réalité vécue par les personnes vivant en bidonville et squat en France
- Une présentation dédiée à la lutte contre l'antitsiganisme
- Des reportages de terrain faisant un focus sur plusieurs thématiques : médiation scolaire et sanitaire, inadéquation de l'hébergement d'urgence, insertion par le logement et l'activité économique, schémas locaux de résorption...

Le réseau entier du CNDH Romeurope portera dans les prochains mois les préconisations contenues dans ce rapport, avec un seul mot d'ordre : **que toutes les personnes vivant à la rue, en squat ou en bidonville en France puissent avoir accès à un logement digne !**

Contact presse : Anthony IKNI 06 68 43 15 15 / anthony.ikni@romeurope.org

